



PRÉFET DES HAUTES-ALPES

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Commune de Freissinières

dossier n° PC 005-210500583-20220517-PC11M01-AI

date de dépôt : 14 avril 2022

demandeur : Monsieur VERMARIEN Léon

pour : la modification de l'extension coté Nord,  
la modification de façades et des surfaces

adresse terrain : 43 RTE du Clos Sarret lieu-dit  
Les Roberts, à Freissinières (05310)

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis de construire**  
**au nom de la commune de Freissinières**

Affiché le :

14 AVR. 2022

Le maire de Freissinières

AVIS DE DEPOT

Vu la demande de permis de construire modificatif pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 14 avril 2022 par Madame DAEMEN Eléonore demeurant 1531 CHEM de la Sérignane lieu-dit Mas des Pitchoulines, Trets (13530), Monsieur VERMARIEN Léon demeurant 1531 CHEM de la Sérignane lieu-dit Mas des Pitchoulines, Trets (13530) ;

Vu l'objet de la demande :

- pour la modification de l'extension côté Nord, la modification de façades et des surfaces ;
- sur un terrain situé 43 RTE du Clos Sarret lieu-dit Les Roberts, à Freissinières (05310) ;
- pour une surface de plancher créée de 214m<sup>2</sup> ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Freissinières approuvé le 04/04/2011, modifié le 04/07/2013 (modification n°1) et révisé le 04/07/2013 (révisions simplifiées n°1, 2 et 3) et mis en révision le 28/12/2015 ;

Vu le Plan de Prévention des Risques Naturels de la commune de Freissinières approuvé en date du 23/10/2015 ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le permis MODIFICATIF est ACCORDÉ.

Freissinières, le 17 MAI 2022

Le maire,  
Cyrille DRUJON D'ASTROS

**Pour information** : Le permis modificatif est soumis au versement de la taxe d'aménagement (TA).

. Montant de la TA : **864** euros, dont une part communale : **489** € et une part départementale : **375** €.

- La taxe (TA) est exigible en une seule échéance, quel que soit son montant, un titre de perception unique sera envoyé 12 mois après la date de l'autorisation de construire.

Ces montants sont communiqués à titre de simple information et à titre indicatif. Ils sont susceptibles d'être modifiés sur l'avis d'imposition officiel. Toute contestation ne pourra s'effectuer qu'à compter de la réception de l'avis officiel.

*La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers** : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.